

La drôle de grève

Autor(en): **Chaponnière, Corinne**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **79 (1991)**

Heft 6-7

PDF erstellt am: **14.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-279721>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La drôle de grève



Continuité des luttes, jusque dans les slogans. Manifestation à Bienne pour la Journée internationale des femmes de 1983... (Photo Ph. Maeder/Stratus)

Des femmes rose bonbon, des pique-niques citadins et des usines en fleurs: au féminin pluriel, ça s'appelle une grève.

Une histoire suisse du 14 juin: «Tu fais la grève, le 14 juin?», demande Mireille à Janine. «Non, répond Janine, je fais la grève.» S'il fallait résumer le climat des préparatifs de la grève des femmes prévue pour le 14 juin 1991, ce serait peut-être l'histoire la plus proche de la réalité. Des grévistes s'ingéniant à trouver des moyens de faire grève sans faire grève, des syndicats priant leurs membres d'aller au travail le jour de la grève, des entreprises décidant un programme spécial jour de grève pour les femmes censées faire grève ce jour-là...

«Alors quoi, le 14 juin, c'est la grève ou ça l'est pas?» demandera encore Mireille. A laquelle il faudrait répondre: c'est un jour de travail en grève, ou c'est une grève au travail, ou encore... c'est une grève de femmes, qui, ne vous en déplaise, ne se passera pas de la même manière que les autres grèves.

Pourquoi une grève? Pour faire grève? Non. Pour faire du bruit. Dix ans après que l'égalité entre les femmes et les hommes a été inscrite dans la Constitution suisse, jamais les femmes n'ont fait autant parler d'elles, jamais les médias ne se sont autant intéressés à leur sort que depuis que ce mot tabou de grève a été prononcé. Preuve que c'était celui-là, et non un autre, qu'il fallait utiliser. Preuve que les formules choc, décidément, sont les seules à payer: si les initiatrices avaient annoncé pour le 14 juin une journée d'«information», de «sensibilisation», ou même, plus hardiment, «de protestation» (toutes choses que sera, dans les faits, le 14 juin prochain), elles auraient pu être contentes de se trouver mentionnées dans deux ou trois bulletins syndicaux trimestriels.

Mais voilà que le mot «grève» surgit, chauffe les esprits, fait réagir le patronat, titille les journalistes, parce qu'il fait peur à

Les pionnières

1981 égalité dans la Constitution

1991 Anne, ma soeur Anne, ne vois-tu rien venir?



... et dessin figurant dans le questionnaire «Questions aux femmes» diffusé par le Syndicat des services publics à l'occasion de la grève. (Dessin de Henriette Lersch)

tout le monde et que les gens aiment se faire peur dans un pays où même le travail a la paix. Le plus réussi de l'affaire est que cette grève n'a pas cessé, depuis qu'elle a été proposée, de s'affirmer comme autre chose qu'une grève, tout en bénéficiant sans discontinuité de l'impact médiatique de son libellé de départ. Suprême stratégie, ou risque démesuré? Réponse le 15 juin lorsque les «résultats» de la grève, dans tous les sens du terme, seront connus. Mais avant de nous lancer dans les pronostics de l'après 14 juin, parlons plutôt de la veille et de l'avant-veille. Car il se prépare beaucoup de choses, il s'en dit plus encore, la «grève» comptant d'ores et déjà au bilan de ses résultats de faire bouger, pour les femmes, beaucoup d'hommes et de femmes, et d'exciter un peu l'imagination militante.

Les grèves des femmes sont rares. On trouve la première au V^e siècle avant J.-C., chez Aristophane, dans une comédie intitulée *Lysistrata*. Pour mettre fin aux guerres entre Athéniens et Lacédémoniens, une femme d'Athènes, Lysistrata, persuade les femmes de l'Attique de se refuser à leur mari... jusqu'à ce que paix s'ensuive. Si l'on en croit Aristophane, cela aurait marché: Sparte et Athènes s'entendirent rapidement pour conclure un traité.

Il faut laisser passer quelques siècles pour en trouver une autre. En 1909, 20 000 chemisières de New York réclament le droit de vote. Elles tiennent héroïquement pendant trois mois, malgré le refus des leaders syndicaux de les appuyer. C'est cette grève qu'on commémore chaque année le 8 mars, proclamée Journée internationale des femmes. La première suisse remonte à 1959. Le 1^{er} février, par une majorité de 69 %, le peuple suisse refuse le droit de vote aux femmes. Le lendemain, à Bâle, cinquante enseignantes du gymnase féminin décident de faire une journée de grève pour manifester leur dépit. La Municipalité de Bâle leur retiendra un jour de salaire en punition; mais sept ans plus tard, les Bâloises seront les premières citoyennes de Suisse alémanique à obtenir leurs droits civiques.

La grève la plus retentissante fut celle des Islandaises en 1975, Année internationale de la femme décrétée par l'ONU. La raison déterminante de cette grève était l'inégalité de salaires entre hommes et femmes, estimée à l'époque à 30 % (!). La grève fut suivie par 90 % des femmes, tant au travail qu'à la maison. Les services téléphoniques furent les plus touchés, avec les banques et les commerces.

A Reykjavik, aucun journal ne parut, et même les théâtres purent annuler leur représentation, faute d'actrices! Il est difficile de mesurer les résultats de cette journée de grève, si ce n'est - mais quel rapport... - que cinq ans plus tard, une femme (féministe déclarée, divorcée, et sans parti) fut élue à la présidence du

pays, devant trois politiciens chevronnés... De ces quatre exemples, il ressort que les grèves de femmes, si rares furent-elles, se sont différenciées de la plupart des grèves d'hommes ou dans leur forme ou dans leur enjeu; et la grève du 14 juin paraît prendre le même chemin. «Il y a deux traditions de grève, remarque Geneviève de Rahm, membre du comité de grève de Lausanne et syndicaliste SSP, une tradition syndicale et ouvrière, qui lie la grève à la satisfaction de revendications précises, dont dépendent directement la durée, le succès ou l'échec de la grève. Une autre tradition remonte à Lysistrata, qui préfigure les grèves symboliques de protestation, telles celle que nous préparons aujourd'hui. La grève du 14 juin ne peut se comparer à une grève pour la compensation du coût de la vie, ou pour l'obtention des 40 heures. C'est une grève «sonnette d'alarme».

Grève et paix

L'initiative de la grève du 14 juin remonte au printemps 90, à l'issue d'une séance de la FTMH. «L'humeur était morose, raconte la secrétaire centrale Christiane Brunner. Nous avions une fois de plus discuté des inégalités de salaires entre hommes et femmes et de la difficulté à changer concrètement cette situation. L'ambiance était aussi nostalgique. Nous nous rappelions la campagne en 1981 pour l'égalité, et notre fierté d'avoir gagné. «Mais ça va bientôt faire dix ans!» remarqua l'une d'entre nous. Et l'idée jaillit:



Un jeu de jass au féminin, édité à l'occasion du 14 juin.

« Le 14 juin 1991, on va leur montrer que les femmes en ont vraiment assez: on va faire grève! »

En octobre 90, la proposition d'une grève nationale des femmes est acceptée au Congrès de l'union syndicale suisse (USS). Elle prévoit que « le 14 juin 1991, les femmes refuseront d'exécuter tout travail à la maison et à leur poste de travail », et prie les fédérations de diffuser le mot d'ordre de grève. Peu après, des comités de grève se constituent dans toute la Suisse, auxquels participent syndicats et groupes féministes. Leur coordination nationale est assurée par l'USS. Un manifeste du 14 juin est publié, sous le slogan « Les femmes bras croisés, le pays perd pied. » Il énonce les revendications de la journée aux thèmes suivants: salaires; harcèlement sexuel; inégalités dans la formation et la vie professionnelle; le travail de nuit; les crèches; la sécurité sociale; le travail ménager; la violence contre les femmes.

Autant dire qu'aucun syndicat, ni aucune association féminine, n'est en peine de trouver dans cette grève son créneau, si ce n'est l'Alliance de sociétés féminines suisses, qui publie un communiqué déclarant sa préférence pour la paix du travail, du ménage et de la famille. En revanche, pour les organisations soutenant la grève, les justifications d'une pareille action relèvent de la loi du talion - ou de la légitime défense. Selon plusieurs syndicats, le fait que « le principe de l'égalité soit resté un beau principe sur le papier » (USS), « ait été bafoué tous les jours en toute impunité » (FTMH, SSP) et que « les gouvernements cantonaux et le législateur fédéral ont presque totalement ignoré la décision populaire » (SLP, USL) légitime en retour le recours à la grève. Selon le Collège du travail (Genève), c'est aussi une opportunité politique qui justifie l'action du 14 juin: la loi qui devra « pourvoir à l'égalité » étant actuellement à l'étude à Berne, « c'est donc le moment de montrer son impatience pour que le travail salarié et le travail familial et domestique soient reconnus à leur juste valeur ».

Vers la grève symbolique

Le mot d'ordre de l'USS, en octobre dernier, ne comportait aucune ambiguïté: il exhortait les femmes à « refuser d'exécuter tout travail » professionnel et domestique pendant la journée du 14 juin. Depuis, les mots d'ordre des syndicats se sont singulièrement nuancés, assortissant notamment l'appel à la grève de propositions subsidiaires, qui ressemblent de plus en plus à des propositions substitutives. L'arrêt de travail est en passe de devenir une grève symbolique - « glissement » sur lequel se sont expliquées plusieurs syndicalistes.

Pour Christiane Brunner, secrétaire centrale de la FTMH et vice-présidente de l'USS, c'est l'objectif de « donner au plus grand nombre de femmes possible l'envie d'être de la partie » qui a incité les initiatrices de la grève à élargir la notion de grève, pour permettre « toutes les formes de participation, militantes ou symboliques, dans tous les cas joyeuses et attrayantes. »

« Peut-être y aura-t-il des grèves non annoncées, mais nous prévoyons plutôt des actions symboliques », confirme Elfie Schöpf, coordinatrice nationale de la grève à l'Union syndicale suisse. Il faut se rendre compte qu'il y a 55 000 femmes syndi-

quées en Suisse, ce qui signifie que dans un grand magasin, on trouvera peut-être cinq femmes syndiquées sur un personnel de 100 ou 200 femmes; ça ne suffit pas à entraîner une mobilisation collective. »

La coordinatrice romande de la grève du 14 juin, Lola Rens, revendique par ailleurs l'envie des femmes syndiquées de ne pas « singer » les hommes. « Les syndicats sont des institutions très masculines, où les femmes sont isolées. Lorsqu'elles s'engagent dans une action, elles n'ont pas forcément envie de procéder de la même façon qu'eux. » « Il faut proposer des actions que les femmes sont en mesure de faire, enchaîne Geneviève de Rahm, du Syndicat des services publics. Il y a toutes sortes de grèves possibles: il y a des grèves perlées, il y a des grèves du zèle, il y a mille et un moyens de perturber le travail. Une grève, ce peut être aussi la somme de petits actes d'insubordination: l'idée, c'est que les femmes ne travaillent pas avec la même docilité que d'habitude. J'imagine des téléphonistes disant à leur interlocuteur de rappeler une demi-heure plus tard, car elles sont en grève; ou des secrétaires promettant de taper la lettre urgente dans l'heure qui suit, et non dans la minute qui s'écoule, parce que c'est jour de grève. »

Dans son tract d'appel à la grève, la FTMH suggère aux femmes de ne venir au travail que pendant les « horaires bloqués » (tranches horaires de présence obligatoire dans les entreprises à horaires à la carte), ou d'allonger les pauses café et la pause de midi. « En référence à la différence de salaire entre hommes et femmes, nous disons aux syndiquées: le 14 juin, produisez 30 % de moins! » ajoute Nicole Houriet, responsable de la condition féminine dans le même syndicat. « Le but, c'est de ne pas prendre congé, tout en marquant la journée. » Isabelle Marchetti, des Syndicats chrétiens (SIT - Genève) insiste également sur la difficulté pour les travailleuses de secteurs dits « précaires » d'envisager une quelconque action. « La grève peut s'imaginer dans des secteurs privilégiés, administratifs ou sociaux, mais dans la vente par



exemple, ou dans l'hôtellerie, c'est impossible. Même les badges, beaucoup de travailleuses n'oseront pas les mettre.»

Même son de cloche à Fribourg, où le comité de grève a réuni des travailleuses syndiquées d'une entreprise horlogère pour leur exposer les projets du 14 juin. «Le mot de grève les dérange, leur fait peur constate Huguette Piantini, de la FTMH, qui a mené la réunion. On a fait faire des tea-shirts avec le mot de grève dessus, mais elles ne veulent pas en entendre parler, même si le patron de leur entreprise, contacté au préalable, a dit ne voir aucun inconvénient à ce genre de manifestation.» Précisons que sur les 15 femmes présentes, 13 étaient Suissesses; après avoir été informées, et rassurées, elles semblent consentir, pour le 14 juin, à porter un badge.

Chacune pour soi

Hors des syndicats et des milieux féministes, les femmes semblent beaucoup moins bien informées de l'existence ou du contenu de la grève du 14 juin. Et lorsqu'elles en ont entendu parler, beaucoup se bloquent sur le mot.

Comme plusieurs autres femmes, Lucie, ouvrière dans une grande entreprise de développement de photos, invoque l'approche de la crise contre l'idée d'une grève. «Si dans notre entreprise, des femmes se mettaient à faire grève, elles seraient immédiatement «notées» et feraient partie des prochains licenciements. En ce moment, les affaires ralentissent très fort, on nous a déjà diminué notre temps de travail à tous, et on parle maintenant de diminution du personnel. Donc je crois que les femmes ont intérêt à se «tenir à carreau», car beaucoup de monde attend au portillon.»

Même s'il ne s'agit pas de la menace de crise, les femmes sont nombreuses à «tenir à leur job», et à exclure pour cette raison l'hypothèse même de faire grève, à titre en tout cas individuel. Nombre de réponses commencent par «Moi je ne peux pas faire grève, parce que»:

- «je viens de commencer dans cette place, j'y ai été «recyclée» après dix ans d'arrêt de travail et je ne veux pas mettre cela en péril»;

- «je tiens à mon job, je viens d'y entrer après avoir été choisie parmi une quantité de candidats; je me vois mal faire ma petite grève en mettant tous les gens autour de moi dans le pétrin»;

- «le 14 juin, ce sera la veille d'un événement sportif dont j'assure toute la promotion et sur lequel je travaille depuis deux mois!»;

- «c'est mon jour de lessive, avec une famille de cinq personnes; et dans ma profession, les femmes sont payées comme les hommes,» etc.: caractéristiques frappante de la grosse majorité des opinions reçues, c'est que la grève ne s'imaginer pas comme un mouvement collectif. Une des femmes interrogées, qui se dit également contre la

grève, a imaginé un instant que toute sa profession y participe. D'une seconde à l'autre, elle est devenue rêveuse, imaginant tous les médecins de la ville en chômage technique pour grève générale des assistantes médicales. A l'évidence, cette idée-là, tout soudain, la séduisait assez... Mais les autres s'imaginent seules en grève - ce qui, évidemment, explique qu'elles ne la fassent pas. Autre point commun des réponses: la grève n'est pas le bon moyen, il aurait fallu en trouver d'autres. «C'est trop ordinaire, jamais je ne m'abaisserais à ça»; c'est «vraiment très drôle d'avoir le double de travail le lendemain»; c'est «trop violent», «trop agressif», ou encore, «démodé»: «on aura l'air de gourdes de la génération descendante».

Parmi les «autres moyens» proposés, on trouve pêle-mêle l'humour, la séduction, la dérision, la discussion, et parfois - chez les plus politisées! - la négociation syndicale. «Autres moyens» qui signifient tout de même, ni plus ni moins, que tout le monde est d'accord qu'il reste quelque chose à faire. Aucune des personnes que nous avons interrogées n'a nié le besoin d'une action, mais seulement, comme toujours, l'action elle-même: cette unanimité-là n'est pas la moindre des victoires de l'appel à la grève du 14 juin. Avec des moyens plus doux, qui sait, on aurait peut-être contesté les fins; avec la grève, les fins sont à peine discutées, tant on s'agit sur les moyens...



Créée par Franceline Dupenloup, l'agence Publissime s'est vu confier la conception publicitaire de la campagne pour la grève du 14 juin. Un travail fou qui comprend une brochure (250 000 exemplaires), des affichettes, un badge, une carte postale, des autocollants, et même des boucles d'oreilles. Le tout sous le slogan «Les femmes bras croisés, le pays perd pied!»

«Nous devons toucher le plus vaste public possible, explique Franceline Dupenloup, rassembler toutes les femmes. J'ai beaucoup tenu au slogan qui est «hard», mais radouci par l'image. Je ne voulais pas d'une femme au poing levé, imitation des hommes en grève. Je pense que les femmes doivent faire cela différemment. Et puis je suis plutôt pour les actions du style marche du sel de Gandhi. Alors les bras croisés me semblaient une image forte.»

Du côté des patrons

Signe supplémentaire que la grève porte ses fruits, même chez ses détracteurs: les hommes que nous avons interrogés, patrons ou cadres d'entreprise, commencent ou finissent tous leurs commentaires par la reconnaissance d'injustices à l'encontre des femmes. Mais chez eux également, la grève stricto sensu ne passe pas. Parmi les plus tolérants, un commerçant nous dit qu'il «pèterait» s'il ne voyait pas arriver ses vendeuses le 14, mais qu'il ne les pénaliserait pas. «Cependant, plutôt qu'une grève, je serais pour une discussion; on obtient davantage que par une lutte agressive.» «C'est un piège pour les femmes, on va les tourner en dérision, on dira qu'elles sont revenues au temps des suffragettes», prédit un cadre d'une administration municipale romande; «c'est un moyen trop énorme pour une cause qui n'est pas d'une survie immédiate - il risque de se retourner contre ses auteurs.» Mais au cas où la grève était suivie dans son service, il affirme également qu'il ne pénalisera pas son personnel...

Un chef du personnel d'une institution cantonale genevoise ne pense pas, pour sa part, que le «laxisme» des employeurs soit à l'honneur des femmes: «Si les employeurs disent, «allez, peu importe ce qu'elles font, on va les laisser manifester», c'est plus méprisant que de retenir leur salaire; c'est le signe d'une totale déconsidération.» Très au courant des revendications liées à la grève, il trouve que les femmes «ont raison de la faire», tout en ajoutant: «Venant d'une région minière où la grève était le seul moyen de s'exprimer, je trouve qu'ici on passe la vitesse un peu trop vite: si on fait grève avant les négociations, on fait quoi d'autre après?»

Une enquête de l'Agence télégraphique suisse réalisée en mars auprès des grands employeurs révélait une attitude plus goguenarde, voire méprisante, des patrons et chefs du personnel. Mais en deux mois, le climat semble s'être déjà considérablement modifié: aucun employeur que nous avons questionné n'a omis de dire sa compréhension pour les revendications des femmes, quelle que soit sa position sur le moyen de les défendre. Avec le temps, le 14 juin est en passe de devenir un fait, et non plus une lubie de quelques militantes attardées: les patrons, même sceptiques, le sentent.

L'après 14 juin

Il y a tout lieu d'imaginer que la grève pure et dure sera peu, si ce n'est pas suivie: par peur personnelle, dans les secteurs et emplois précaires; par indifférence, chez celles qui ne souffrent pas de discrimination dans leur profession, et qui ne connaissent pas l'engagement par solidarité; par dédain de l'arme de grève, jugée trop agressive, trop «politisée» par la majorité des femmes; par attachement, enfin, chez le plus grand nombre des Suissesses comme de Suisses, à la paix du travail.

Des idées à revendre

C'est ici qu'apparaît le danger du mot d'ordre du 14 juin: si le succès de la journée se mesure au respect à la lettre de l'appel de grève, on se prépare des ricanelements pour tout l'été, et un nouvel argument («Z'avez bien vu le 14 juin») dans le répertoire des antiféministes. Que le mot de grève ait déjà largement prouvé son efficacité médiatique avant qu'elle ait eu lieu n'exclut pas son retournement, après, à l'heure des bilans et des comptes, en «flop manifeste» de la lutte pour l'égalité, si les mauvais esprits se bornent à compter les absences aux postes de travail occupés par des femmes.

Selon Christiane Brunner, ce «risque» s'amenuise toutefois de jour en jour: «Il devient de plus en plus rare que les journalistes me demandent où seront les piquets de grève, et quelle proportion de travailleuses débraieront toute la journée. On commence à comprendre le but de la grève, qui n'est surtout pas que les femmes restent chez elles, mais qu'elles manifestent, sur leur lieu de travail, leur participation à la protestation du 14 juin.»

D'où la nécessité impérieuse de répéter, de diffuser, d'affirmer tous azimuts que la grève des femmes ne sera pas une grève comme les autres, qu'on n'y comptera par les fidèles et les traîtres, les «blancs» (les «rouges»?) et les «jaunes»... mais plutôt les rose fuchsia, où qu'elles se trouvent – à la maison, au travail ou dans la rue.

Il n'en reste pas moins qu'une fois le mot de «grève» lancé, pour qu'il ne s'agisse plus seulement d'une grève, l'imagination devient une composante impérative, sine qua non du succès de la journée du 14 juin.

Corinne Chaponnière

(Collaboration: Michèle Michellod et Perle Bugnion-Secretan)

Opinion

Toutes les féministes ne sont pas enthousiasmées par le principe d'une grève, mais toutes espèrent que celle du 14 juin donnera des résultats. Par exemple Perle Bugnion-Secretan, qui exprime ici son opinion personnelle.

Je regrette qu'en négligeant depuis si longtemps de faire droit à leurs demandes en matière d'égalité, notamment de salaires, on ait acculé les femmes à recourir finalement au moyen de la grève, qu'elle soit symbolique ou d'avertissement.

En principe, je n'aime pas ce moyen, mais je comprends que les femmes désespèrent devant l'inertie qu'on leur oppose. Je souhaite que la tentative du 14 juin réussisse, afin qu'il ne soit plus nécessaire d'aller plus loin une autre fois.

Perle Bugnion-Secretan

Cinquante comités de grève s'activent dans toute la Suisse pour peindre le 14 juin en rose fuchsia. Surprises en perspective.

Il est d'ores et déjà exclu de faire la liste exhaustive des actions prévues pour le 14 juin, puisque l'extension de la notion de grève suscite les projets les plus divers, et que personne, au moins dans le monde associatif progressiste, ne semble vouloir être de reste. Nous citons ici quelques initiatives qui nous ont été annoncées à titre de projets dans le courant du mois de mai. Sur demande de plusieurs groupes d'organisation, nous ne citons pas les lieux des actions, afin d'éviter toute mesure de prévention à leur encontre. En revanche, les idées sont faites pour être piquées: avis aux amatrices...

Certaines entreprises publiques ont pris les devants de la grève. Les quelque 9000 femmes de l'administration générale de la Confédération ont par exemple été conviées le 14 juin à une journée de formation sur les questions féminines. Les PTT, eux, «autorisent» les employées qui le désirent à s'absenter la journée ou la demi-journée pour marquer le 14 juin, notamment pour participer aux séminaires de formation organisés à cette occasion par leurs syndicats (seul cas où l'absence n'est pas déduite des vacances ou du salaire).

Sans demander quant à elles l'avis de leur employeur, les femmes journalistes de la Radio suisse romande ont décidé d'«occuper l'antenne» autour du thème du travail des femmes, tout au long de la journée. Ont été annoncés également: des journées «portes ouvertes» dans des offices d'information des femmes ou bureaux de l'égalité; la fermeture de quelques institutions à personnel féminin nombreux (25 bibliothèques du canton de Berne, par exemple); des fermetures partielles ou complètes de quelques commerces (parmi lesquels des Body Shops, la chaîne ayant soutenu par ailleurs la grève par diverses informations auprès des employées et de la clientèle).

Actions également dans les universités: pique-nique, «piquets» d'information sur les femmes à l'uni (des nettoyeuses aux assistantes), et du côté des professeurs, quelques cours spéciaux (y compris l'invitation d'une oratrice par un professeur masculin pour donner un cours relatif à la situation des femmes – où l'on voit que

l'extension du principe de «grève» peut même faire travailler les femmes à la place des hommes!)

Agitation également dans les hôpitaux, où les infirmières se mobilisent pour marquer la journée par des pauses, des rassemblements, ou encore (dans un hôpital au moins en Suisse romande) par un arrêt de travail général des infirmières pendant une heure.

De nombreuses écoles annoncent des programmes spéciaux, des cours sur l'égalité, ou des visites d'entreprises à main-d'œuvre majoritairement féminine.

Dans les magasins, les syndicats espèrent voir les vendeuses porter le badge du 14 juin, ou à défaut un ruban fuchsia noué autour du bras, ou dans les cheveux, ou au poignet. Mais d'autres actions sont prévues, comme une distribution de tabourets aux vendeuses pour protester contre l'interdiction (répandue) de s'asseoir pendant les heures de travail, des distributions de fleurs aux vendeuses des grandes surfaces, des



Christiane Brunner,
secrétaire
centrale de
la FTMH

«Il y a quelque temps, je donnais une conférence à Sargans, dans le canton de Saint-Gall, sur la grève des femmes. Quand j'eus terminé, un couple de personnes âgées vint me poser quelques questions; puis la dame – âgée d'au moins 80 ans – se tourna vers son mari, plus âgé encore, et lui dit: «Bon! Le 14 juin, je t'avertis, tu auras un repas froid!» Pour moi, la grève, c'est aussi ça.»